

TOUJOURS PLUS DE RÉPRESSION , DE SÉCURITAIRE AU DÉTRIMENT DE LA PRÉVENTION

Les caméras n'ont jamais protégé personne mais permettent de traquer tous les faits et gestes des citoyens au mépris de leur liberté individuelle et n'ont aucune efficacité pour lutter contre l'insécurité sociale, principal fléau de ces quartiers où se concentrent les défavorisés.

VIDÉOPROTECTION/VIDÉOSURVEILLANCE DU PAREIL AU MÊME

Les élus de l'UMP et du PS ont donné leur accord pour installer des caméras le long des voies du tram dans les quartiers des Vergnes, de St Jacques et de Croix-de-Neyrat sous prétexte de lutter contre l'insécurité.

Le NPA s'oppose à ce système de vidéo-surveillance et propose la mise en place de mesures d'urgence afin de lutter contre la misère sociale:

- * un emploi pour toutes et tous avec le partage du temps de travail par une réduction massive du temps de travail à 32h hebdomadaires sans perte de salaire
- * aucun revenu ne doit être inférieur à 1700 euros net avec une augmentation de 300 euros pour tous
- * interdiction des licenciements
- * réquisition des logements vides et rénovation des logements existants
- * transports publics collectifs gratuits avec un maillage suffisant sur le territoire.
- * maintien des services publics et création d'autres (service de médiation sociale, maison de quartier) qui permet de tisser des liens entre les habitants.

De même le NPA défend un service public de l'Éducation Nationale de qualité accessible à tous les enfants quel que soit la situation administrative de leurs parents. Le NPA exige l'arrêt des expulsions des sans papiers et leur régularisation. Des moyens financiers suffisants doivent être octroyés à l'école publique et aucun financement public ne doit aller aux écoles privées.

~~~~~  
*Pour nous contacter : [npaclermont@gmail.com](mailto:npaclermont@gmail.com)  
Visitez notre blog <http://npa-63.over-blog.com>*  
~~~~~



QUARTIERS POPULAIRES

Numéro 3 - Mars 2014

COÛT DU TRAVAIL : UNE BELLE ARNAQUE DU PATRONAT ET DE NOS GOUVERNANTS !

Après sa réforme des retraites qui constituait un nouveau recul pour l'ensemble des salariés, le gouvernement Ayrault s'attaque à la sécurité sociale. Dans le pacte de responsabilité des entreprises, il veut en finir avec les cotisations familiales versées par les employeurs (il s'agit des allocations familiales).

Depuis 1945, en France, le salaire est socialisé, ce qui signifie qu'une partie du salaire est payée individuellement aux salariés, un salaire direct : le salaire net. L'autre partie formée des cotisations, est versée à différentes caisses (Sécurité sociale, pôle emploi, etc). Ce versement dans « un pot commun » est conçu pour satisfaire des besoins en raison de la maladie, de la maternité, des charges familiales, du chômage, de l'invalidité, de la retraite.

Sur le bulletin de paie, le salaire socialisé prend deux formes : les cotisations dites patronales et les cotisations dites salariales. Mais la distinction entre cotisation patronale et salariale est une tromperie, car c'est l'ensemble du salaire qui rémunère notre force de travail. : ces soit-disant « charges patronales » ne sont qu'une partie de la richesse que nous créons par notre force de travail !!

Les exonérations patronales passées et celles à venir (celles de la branche famille : 30 milliards) ne servent qu'à enrichir davantage les patrons et à nous rendre plus pauvres : la richesse créée par notre propre travail qui n'est plus versée dans le pot commun va directement dans la poche du patron, et pour nous c'est l'augmentation des impôts qui compensera au début ces pertes, puis, lorsque le déficit de ces caisses de solidarité sera trop important, tout sera privatisé...comme aux Etats-Unis. !

QUELLE ARNAQUE !

C'est pourquoi, il nous faut lutter tous ensemble contre l'atteinte aux allocations familiales et sociales et contre le pacte de responsabilité. Il n'y a pas d'équilibre possible entre les intérêts des travailleurs-ses et ceux des exploités-ses.

MUNICIPALES : LE CLAIR-OBSCUR

Quelle désillusion pour celles et ceux qui avaient placé leurs espoirs dans le Front de Gauche. Déjà déçus après l'élection présidentielle par la politique que mène HOLLANDE et les socialistes, aujourd'hui, les élections municipales et «crac»: c'est l'éclatement.

En effet à Clermont-Ferrand, le Parti Communiste et la Gauche Unitaire se joignent aux Socialistes et aux Verts; la Gauche Anticapitaliste et le Parti de Gauche s'unissent pour aller au combat. Mieux encore, chacun s'accapare le logo Front de Gauche, à croire que celui-ci est plus attractif, plus rassembleur que leur logo respectif

Pourquoi en sont-ils arrivés là? Diverses raisons: le parcellaire, l'égoïsme, la survie financière et défendre ce qu'ils possèdent au détriment de ce qu'ils prônent: la défense des travailleurs et des défavorisés.

Quant à Alain Laffont, Gauche Anticapitaliste, aux journalistes le citant comme appartenant au NPA, il ne dément jamais. Pourtant depuis novembre 2011, il a quitté le NPA pour adhérer à la Gauche Anticapitaliste, il est vrai que pour certains, omettre est tout un art.

A droite, une liste UMP et une liste UDI Modem qui n'ont pu se mettre d'accord et font en attendant un combat à fleurets mouchetés avant de se réunir pour le second tour.

Une liste Front National, parti d'extrême droite n'en déplaît à Marine Le Pen, tapie en attendant son heure... Quand on connaît les événements qui se sont déroulés à Clermont-Ferrand: l'incendie de l'église des Minimes (alors qu'à l'intérieur se trouvaient les sans papiers expulsés de leur logement), l'agression de syndicalistes et les coups de feu tirés lors d'un concert de soutien aux étudiants sans papiers faisant deux blessés en dit long sur le climat que fait peser le Front National.

Le NPA ne présente pas de liste et ne sera sur aucune autre liste à Clermont-Ferrand, pour diverses raisons en particulier le problème financier.

Pour le NPA, aucune alliance n'est possible avec le Parti Socialiste ou Europe Écologie Les Verts, au premier comme au second tour, partis qui au gouvernement, au parlement comme dans les régions ou les municipalités, déclinent la même orientation libérale, les mêmes politiques d'austérité. Cela signifie également qu'il n'est pas possible de s'allier avec les composantes du Front de Gauche qui gèrent avec le Parti Socialiste et refusent de s'affirmer clairement comme opposition à ce gouvernement.

En conséquence de quoi, nous appelons les électrices et électeurs à porter leurs suffrages sur la liste **LUTTE OUVRIERE** qui défend les mêmes valeurs que nous en ce domaine.



npa2009.org/souscription